

NOM, Prénom :

Le

2012

Adresse :

CPVille

Lettre recommandée AR n°

Lettre ouverte à

Monsieur Nicolas Sarkozy
Candidat à l'élection présidentielle
Siège de Campagne
59, rue de la Convention
75015 PARIS

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Monsieur le Président,

Vous avez maintes fois affirmé votre attachement au nucléaire et vous envisagez, si vous êtes réélu, de prolonger toutes les centrales électronucléaires françaises jusqu'à 40 ans et même au-delà.

Mais nos réacteurs vieillissent : **22 d'entre eux auront 40 ans et plus en 2022**, selon le rapport de la Cour des comptes du 31 janvier dernier. Et **en 2025, 34 réacteurs auront plus de 40 ans** (9 centrales) et **20 réacteurs auront plus de 30 ans** (8 centrales). Seuls 4 réacteurs auront moins de 30 ans (2 centrales).

Et compte tenu de **l'usure de pièces impossibles à remplacer**, à laquelle s'ajoutent les **aléas climatiques** susceptibles de causer un accident nucléaire majeur, ce sera **l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France.**

Pour ma part, **j'envisagerai sérieusement d'apporter mon suffrage à votre candidature présidentielle, si et seulement si vous acceptez de prendre en compte la nécessité de sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe.**

Vous aimez répéter que « *Le nucléaire français est le plus sûr du monde.* » Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit sans risque, si l'on en croit le rapport 2010 de l'Autorité de sûreté nucléaire. Il révèle les conséquences d'une gestion de la maintenance plus préoccupée de réduction des coûts que de sûreté : **corrosion, fuites, éclairage défaillant** rendant les interventions plus difficiles, demandes d'intervention non traitées, **absence de pièces de rechange** du fait de leur obsolescence, **surveillance de la sous-traitance en cascade inexistante** ou pas assez approfondie, conditions de travail dégradées...

Ce rapport mentionne également (p. 334) la **perte d'étanchéité des enceintes des bâtiments réacteurs** due aux « effets combinés des déformations du béton et de la perte de précontrainte de certains câbles ».

Concrètement, cela signifie que le fonctionnement normal des centrales génère une **pollution atmosphérique radioactive, même en dehors de tout accident.** Et ceux

qui savent que **ces fuites sont colmatées avec de la résine** tiennent un élément d'explication à **l'augmentation du taux de leucémies infantiles** autour des centrales.

Depuis le 11 mars 2011, Fukushima a changé la donne nucléaire : désormais, même les *nucléocrates* craignent les conséquences en France d'une perte de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau des centrales.

Dans son rapport du 3 janvier 2012, **l'Autorité de sûreté nucléaire** préconise d'équiper d'un **générateur diesel « d'ultime secours »** (coût unitaire : 50 millions d'euros) et d'un **circuit d'alimentation en eau de secours** chacun des 58 réacteurs français, ainsi que de doter chaque site nucléaire d'un **bâtiment bunkerisé** servant de centre de gestion de crise en cas d'accident.

Mais dans l'attente de ces travaux pharaoniques, nos centrales nucléaires continuent de fonctionner, telles des Titans dotés de canots de sauvetage en nombre insuffisant pour tous les passagers. C'est un risque inacceptable !

L'humanité est témoin de la **gravité croissante des accidents nucléaires**, de Three Mile Island (fusion partielle du cœur de réacteur) à Tchernobyl (explosion du cœur de réacteur nécessitant l'intervention sacrificielle de plusieurs centaines de milliers de personnes pendant plusieurs semaines), puis Fukushima (3 cœurs de réacteurs en fusion depuis un an, avec impossibilité totale de maîtriser la situation).

Une catastrophe nucléaire n'a jamais de fin. Compte tenu de l'exiguïté de notre territoire à l'échelle des émanations radioactives, les **femmes enceintes seraient forcées d'avorter**, sous peine de donner naissance à des **êtres humains monstrueux, comme ceux photographiés à Tchernobyl** par Paul Fusco.

Certes, le gouvernement japonais tente par tous les moyens de « **sauver la face** » pour faire croire à sa population et au monde entier qu'il suffit **d'arrêter tous les réacteurs en un an, comme il est en train de le faire**, pour résoudre l'inextricable situation. Mais la réalité est toute autre : **le riz est contaminé, le thé est contaminé, des enfants commencent à avoir de la radioactivité dans leur corps.** Cette catastrophe n'aura jamais de fin.

Les Japonais qui ne veulent pas ingérer de la nourriture contaminée sont obligés **d'acheter leurs aliments, de les faire tester, puis de les jeter s'il s'avère qu'ils sont contaminés.** Ceux qui n'ont pas les moyens de le faire ne peuvent se nourrir que dans l'angoisse de s'empoisonner.

Les conséquences en France d'une catastrophe nucléaire seraient fatales au plan économique. Les **exportations agricoles, fer de lance de notre balance commerciale,** seraient réduites à néant. **C'en serait fini de la gastronomie et des vins français.** Le **marché immobilier chuterait**, comme cela se produit actuellement à Tokyo. Les propriétaires immobiliers **seraient ruinés car la valeur de leur patrimoine s'effondrerait immédiatement et irrémédiablement.** Quant aux autres, ils seraient **livrés à eux-mêmes, aucune évacuation totale de la population n'étant possible.**

Je refuse d'être l'otage d'un tel niveau de risque.

C'est pourquoi, si vous êtes réélu président de la République Française, il vous faudra éviter à tous prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait notre pays.

L'arrêt des centrales est la seule garantie de « sûreté » nucléaire.

Quitte à mettre la main à la poche, je préfère que ce soit pour **isoler mon logement** ou **abandonner le chauffage électrique** afin de **réduire ma consommation**, plutôt que de jeter mon argent dans le puits sans fond d'un renforcement des circuits de secours des centrales nucléaires, dont rien ne garantit qu'ils seront à la hauteur en cas de problème.

Si un tsunami ou un tremblement de terre sont improbables sur le sol français (quoique la centrale du Tricastin serait mise à mal en cas de nouveau séisme identique à celui survenu en Provence le 11 mars 1909, une date qui n'est pas si lointaine...), **la rupture de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau, cause d'accident nucléaire, pourraient être causées, en France, par une tempête ou par la sécheresse.**

Notre territoire n'est pas à l'abri d'un phénomène climatique exceptionnel aux conséquences dramatiques. Comme vous le savez, la catastrophe a été **évitée de justesse au Blayais en 1999, à 42 kilomètres de Bordeaux**. Mais rien ne prouve que si un tel incident se reproduisait aujourd'hui, son issue serait encore favorable.

Car en effet, depuis plus de deux décennies, la **sous-traitance** a eu un tel **impact négatif sur les interventions de maintenance et les contrôles qu'un retour à l'emploi direct des techniciens par EDF, bien qu'il soit nécessaire**, ne suffirait pas à garantir la France contre un accident nucléaire (voir *Les dossiers du Canard Enchaîné* n° 121 : « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 47-49).

42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans en mai 2017 (voir les tableaux en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**).

Vous serez donc acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire et aurez la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, **prévues pour durer 25ans et non pas 30 ans** comme on voudrait nous le faire croire, ou lancer la construction d'EPR, au coût unitaire de **6 milliards d'euros**, qualifié de « **réacteur le plus dangereux du monde** » par le groupe d'experts Global Chance le 8 décembre 2011, et dont nul ne sait *si et quand* il fonctionnera (voir les révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44).

Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais et de **construire rapidement des centrales au gaz pour gérer la transition avec les énergies renouvelables ?**

EDF a mis à l'arrêt ses **centrales électriques alimentées par le fioul lourd** issu des raffineries du groupe pétrolier Total, situées sur le sol français. Pour arrêter rapidement plusieurs réacteurs nucléaires, il serait judicieux, **dans l'immédiat, de remettre en service ces centrales** en les équipant de nouveaux filtres antipollution et de systèmes de désulfuration performants.

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Philippe de Ladoucette, le président de la Commission de régulation de l'énergie, a annoncé le 16 janvier 2012 une augmentation prévisible de 30 % du prix de l'électricité d'ici 2016. **Combien de familles ne pourront plus se chauffer** dans cinq ou dix ans si le nucléaire, et son corollaire le chauffage électrique, restent le premier choix de la France ?

Dès maintenant, il vous faut élaborer un **calendrier opérationnel de remplacement des centrales nucléaires, région par région.**

Quant aux **salariés** et aux **sous-traitants** des centrales nucléaires, il convient de les rassurer sur leurs **perspectives d'emploi en cas d'arrêt de la production nucléaire : nous aurons besoin d'eux pour prendre en charge le démantèlement des sites,** dont la durée vraisemblable est de 30 ans. Cette perspective sera pour eux certainement plus souriante que de devenir des liquidateurs en cas d'accident (17 000 travailleurs sont d'ores et déjà intervenus à Fukushima !)

Une autre raison de préparer énergiquement l'arrêt de l'ensemble des centrales française dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.**

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que le Franciliens ont encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.**

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.**

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable.** Et la France dispose du **deuxième gisement éolien et solaire** d'Europe.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement, fabrication) **seront un jour définitivement dépendants** de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne.

Je me permets également d'attirer votre attention sur le fait que les bouleversements climatiques en cours n'affectent plus désormais uniquement des pays pauvres ou des zones faiblement peuplées, comme ce fut le cas durant plusieurs décennies.

2011 nous en a donné de multiples preuves : **ouragan à New York, inondations à Bangkok,** et jusqu'à **40.000 personnes privées d'électricité** dans les tout premiers jours de 2012, **en France,** à la suite de vents violents...

Du reste, un **accident nucléaire classé niveau 1** par l'ASN s'est produit le 12 septembre 2011 à Marcoule, dans le Gard : **l'explosion d'un four de fusion** pour

métaux faiblement radioactifs, qui a provoqué la mort d'un ouvrier et blessé quatre autres, dont un jeune homme de 28 ans, brûlé à 80 % et transféré à l'hôpital militaire Percy de Clamart, qui dispose d'un service spécialisé pour les blessés contaminés par la radioactivité. Les circonstances de l'accident ont été révélées le 26 octobre 2011 par le *Canard Enchaîné*, p. 5. Les voici.

Dix jours avant l'explosion, l'alimentation électrique de ce four est tombée en panne pendant une coulée, mais au lieu de suivre la procédure, qui consiste à vider le four de son contenu partiellement fondu avant de le remettre en service, il a été rallumé le 5 septembre alors qu'il contenait 4 tonnes de ferraille refroidie. Nouvelle panne, pendant laquelle le site a reçu, le 8 septembre, la visite d'un inspecteur de l'IRSN. Lequel n'a détecté aucune anomalie, la panne du four ne lui ayant pas été signalée.

Après le remplacement d'une pièce, ce four a été remis en fonctionnement le lundi 12 septembre à 8 h du matin, alors qu'il était toujours plein. Et au lieu d'une heure normalement, on l'a fait fonctionner à plein régime pendant 3 heures. La combustion n'étant toujours pas correcte, cinq travailleurs ont pénétré dans le four, équipés de combinaisons ignifugées et coiffés de heaumes étanches alimentés en oxygène pour briser, au moyen de barres à mines, la croûte de métal qui s'était formée et empêchait la combustion.

L'explosion s'est produite quelques minutes plus tard, tuant un homme sur le coup et blessant grièvement les quatre autres. Le pilote à distance du four, qui aurait normalement dû être épaulé par ses supérieurs pendant l'entrée des fondeurs, était seul à ce moment là.

Pourquoi cet accident s'est-il produit ? Parce que, sur les 180 salariés de CENTRACO, qui appartient à SOCODEI, filiale d'EDF, il ne s'en est pas trouvé un seul pour faire respecter les consignes du fabricant allemand du four !

Nul ne peut donc se gargariser avec « le nucléaire français, le plus sûr du monde ».

J'espère que vous voudrez bien prendre en compte les informations importantes contenues dans cette lettre, que je vous adresse en recommandé AR pour vous montrer tout le poids que je lui accorde.

Dans l'attente votre réponse, je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Signature